



Extrait du ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE

<http://pouruneconstituante.fr/spip.php?article981>

# La grande crise. Comment en sortir autrement ?

- Cercles locaux - Lyon (69) -



Date de mise en ligne : vendredi 20 mars 2015

---

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

---

**Quelques notes sur le livre de James K. Galbraith La grande crise Comment en sortir autrement ? Economie humaine, Seuil, janvier 2015-02-02**

*présenté par le cercle de Lyon*

### Chapitre 13 : Y-a-t-il une crise européenne ?

Dès le départ, la crise économique de l'Europe a été séparée de celle des Etats-Unis par des choix de vocabulaire et de cadrage. On parle de « crise grecque ». L'expression suggère que la source essentielle du problème est la situation financière de ce pays et le comportement de son gouvernement. De même pour l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et l'Italie. Au lieu d'une seule crise, on a donc 5, chacune dotée de ses causes spécifiques. À en croire l'analyse largement admise, la Grèce a un secteur public trop lourd, un système fiscal défectueux, une politique clientéliste et une culture de l'indolence. L'Irlande a laissé la spéculation sur l'immobilier de bureau échapper à tout contrôle, puis a fâcheusement décidé de garantir tous les dépôts dans ses banques démesurément gonflées. En Espagne, il y a eu une bulle massive de l'immobilier résidentiel. Le Portugal a une industrie non compétitive. Etc.

Aucune de ces assertions n'est fausse. Mais ce n'est pas le seul cadrage que nous observons, même dans des cercles orthodoxes. Il arrive aussi que l'on réunisse tous les pays en crise sous l'acronyme PIGS. On suggère alors que la périphérie méditerranéenne de l'Europe partage un ensemble de traits communs. Lesquels au juste ? Le mal commun serait (ce n'est pas dit bien sûr mais sous entendu) un type ethnique. Bien entendu rien n'est vrai. Les Grecs travaillent plus que les Allemands par ex. Et l'adéquation des Irlandais au paradigme du paresseux aimant se dorer au soleil n'est pas entièrement transparente...

Si ce cadre d'analyse est pertinent - ces pays sont victimes de leurs faiblesses institutionnelles ou de leurs erreurs politiques (ou des défauts de son caractère et de sa culture), le remède anticrise est clair. C'est la « réforme ». Les institutions, la culture, la politique nationale, les habitudes personnelles doivent changer. Les marchés du travail doivent être flexibilisés. L'industrie doit devenir compétitive. Les actifs publics doivent être vendus... La récompense sera le retour de la confiance, et avec le retour des marchés financiers la baisse des taux d'intérêt sur la dette. Voilà à quoi mène logiquement la décision de travailler sur la base d'un modèle national ou racial des crises.

Mais ce raisonnement présente des faiblesses rédhibitoires. Les faiblesses de l'Etat grec et les extravagances de l'immobilier espagnol n'ont pas été découvertes pour la première fois en 2009. Et pourquoi la crise a frappé simultanément tous les pays si différents au départ en 2009 précisément ? Ceci ne peut avoir qu'une seule réponse : parce que ces pays sont liés.

Et ils le sont : tous sont en Europe, tous sont membres de l'Union Européenne et de la zone euro. Prenons donc pour cadre d'analyse l'Europe. D'autres problèmes passent alors au premier plan. Notamment celui-ci : pourquoi la Pologne n'a-t-elle pas été frappée ? Elle est membre de l'Union européenne mais elle n'a pas adopté l'euro. Poser cette question c'est se demander : qu'est-ce qui ne va pas dans la zone euro ?

Réponse : le problème de la zone euro est un déséquilibre commercial massif en faveur de l'Allemagne, qui a conduit à une accumulation de dettes sans précédent dans le reste de la zone, assortie d'une incapacité à s'ajuster, à cause de l'exceptionnelle rigidité de l'euro.

Dans une économie unifiée (la zone euro), les déséquilibres commerciaux émergent quand les coûts relatifs sont fixes (coûts comparés de l'Europe du Nord relativement à ceux de l'Europe du Sud) et qu'une seule région, le centre,

a des avantages compétitifs sur les autres (cf. A. Marshall). En Europe continentale, le centre, c'est l'Allemagne et cela depuis le début de l'âge industriel. L'avance technologique et organisationnelle qui s'accumule a pour effet d'accroître le différentiel des coûts en faveur du centre dans de nombreuses branches de la production échangée.

De plus, en Allemagne, il y a eu les réformes HARTZ, et un pourcentage croissant de la population active allemande travaille pour des salaires très bas (souvent des travailleurs immigrés venus des régions à bas salaires de l'union européennes comme la Pologne et la Roumanie). Ceci amplifie l'avantage allemand dans les coûts unitaires de la main-d'oeuvre. De plus, dans les années qui ont précédé la crise, ces coûts unitaires du travail ont augmenté au Sud, car la phase d'expansion a fait monter les salaires. L'avantage allemand a pu augmenter de 20 % ou davantage depuis la naissance de l'euro ! L'excédent commercial de plus en plus important de l'Allemagne a eu pour contrepartie inéluctable des déficits commerciaux de plus en plus importants en Europe du Sud.

Ceci avait été anticipé. Mais les institutions chargées de corriger ces déséquilibres (fonds structurels, Banque européenne d'investissement, Fonds européen d'investissement) n'ont pas eu assez de moyens face au rouleau compresseur de la compétitivité allemande. Et la crise financière de 2007 - 2008, importée des Etats-Unis - a eu pour effet de les priver de ressources.

Par ailleurs, les déficits de ces pays « périphériques » qui pouvaient être aussi bien publics que privés ont été massivement transférés au secteur public, aux Etats et à la BCE, lorsque les dettes privées sont devenues insoutenables. Il fallait sauver les banques privées notamment françaises et allemandes. C'est ainsi que les problèmes disparates de la périphérie de la zone euro se sont mués en crise unique des États périphériques.

En quoi cette version des faits diffère-t-elle de la précédente ? Le plus important, c'est qu'elle attire l'attention sur le rôle de l'industrie et de la politique allemandes dans la création des conditions qui sont au coeur de la crise en Europe (sachant que les 12 premiers chapitres analysent la crise américaine et les responsabilités de la finance dérégulée - NDR). Désormais la « mauvaise conduite » (les emprunts, les achats, la construction à tout va) n'est pas la seule coupable. Nous voyons que la « bonne conduite » aussi (le développement industriel compétitif, la faible croissance des salaires, la politique macroéconomique restrictive) a joué un rôle décisif. Deuxièmement, cette analyse souligne le rôle joué par les banques allemandes (et françaises) qui ont alimenté l'endettement du Sud en consentant des prêts. Elle met aussi en lumière une grande préoccupation des décideurs politiques allemands (et français) : toute mesure prise pour faire face à la crise doit d'abord et avant tout être acceptable pour leurs grandes banques.

Si la crise européenne est une crise de compétitivité commerciale, l'existence d'une devise commune qui interdit toute dévaluation motive une critique des réformes dans les pays débiteurs. Cette politique qui consiste à réduire les dépenses et à baisser les salaires, a pour objectif de provoquer une dévaluation interne, c'est-à-dire de rétablir la compétitivité en ajustant les prix et les salaires relatifs. L'idée est simple : on peut contrebalancer la supériorité technique allemande par des salaires plus bas en Italie ou en Espagne. Mais si on avait plusieurs devises et si l'on pouvait dévaluer, cet objectif serait atteint instantanément ! Vue sous cet angle, la stratégie des « réformes » apparaît comme un simple expédient douloureux et inefficace, qui ne vise pas à rétablir la confiance des marchés du crédit, mais à compenser un choix de la zone euro : s'auto-emprisonner dans un cadre monétaire rigide. L'idée que les Allemands se mettraient à acheter des produits espagnols ou grecs une fois la compétitivité rétablie est certes séduisante mais inopérante. Le processus de « réformes » est trop long et trop pénible pour les peuples.

Ensuite, l'auteur effectue une comparaison entre la zone euro et les Etats-Unis.

- ▶ 1 - La zone euro s'impose une contrainte que les Etats-Unis n'ont pas : tous ses membres sont des États tenus de survivre avec leur population in situ (à l'immigration près NDR). Quand les Californiens fuient une crise budgétaire de leur État et partent pour le Colorado, nul ne s'en soucie ; mais quand des Grecs vont s'installer en Allemagne,

c'est différent.

- ▶ 2 - De plus, si les principales puissances européennes de la zone peuvent avoir les déficits budgétaires qu'elles souhaitent, ce n'est pas le cas des petits pays de la zone. Ceux-ci ne bénéficient pas non plus du pouvoir stabilisant des déficits budgétaires des grands pays, sauf par retombées secondaires. Si l'Allemagne optaient pour l'expansion, tous les vacanciers allemands ne partiront pas en Grèce, ni même dans la zone euro... Enfin, les petits pays ne peuvent pas se mettre en défaut de paiement unilatéralement sans violer leurs engagements et être contraints de quitter l'euro. Bref, le problème de l'Europe est l'absence de stabilisateurs automatiques efficaces pour ses États membres les plus faibles.

3- Autre grande différence : la nature des dettes. Aux Etats-Unis, elles sont privées pour l'essentiel, en Europe, elles sont dues aux grandes banques, aux fonds de pension et de plus en plus à la BCE. Sur ces dettes là, il ne peut y avoir défaut de paiement que d'un commun accord. Donc les États débiteurs sont à la merci de leurs créanciers, ils doivent sans cesse renégocier des conditions et des délais, ils sont constamment obligés d'accepter des programmes d'austérité rigoureux pour éviter l'opprobre du défaut pur et simple. Cela met les petits pays sur une trajectoire de déclin, donc leurs rapports dette/revenu continuent à augmenter, et chaque nouvelle cure d'austérité aggrave le problème.

L'Europe est un continent riche et encore majoritairement stable, où quelques pays assez petits. La Grèce, le Portugal, l'Irlande sont en état d'effondrement permanent. Ces pays n'ont jamais été très prospères et très industrialisés, ils ont toujours eu des institutions assez faibles et une émigration assez nombreuse. L'austérité soumet les institutions qu'ils possèdent à des contraintes qu'il ne peuvent pas supporter. Elle appauvrit de larges pans de la population, ce qui accroît le chômage des jeunes. Les diplômés émigrent, ce qui réduit encore les chances de réformes de l'administration et les investissements étrangers. Dans la situation actuelle, ils sont désarmés et condamnés à la stagnation, voire au déclin (même de grands pays comme l'Espagne ou l'Italie).

Finalement on arrivera dans un pays ou un autre à un point de rupture sous la forme très probablement d'un refus politique de la population de continuer à recevoir des ordres du centre européen (écrit avant les élections grecques du 25 janvier NDR).

En raison de la structure de l'intégration de la zone euro, les conséquences d'une explosion politique sont beaucoup plus dramatiques pour l'Europe qu'elles le seraient pour les Etats-Unis. Bien que la Grèce ne représente que 2% du PIB de la zone euro, une crise politique et financière qui engloutirait le pays forcerait l'Union européenne et la BCE à prendre des décisions qui fixeraient des précédents et qui auraient des conséquences immédiates pour les autres pays harcelés. La contagion serait inévitable.

Et si la Grèce était conduite à l'effondrement total toute la puissance de la spéculation se reporterait sur les autres pays en crise.

Que l'on s'engage dans une voie ou dans une autre, il faut envisager soit un changement total de politique qui surmonterait toute résistance du centre européen, soit l'effondrement final de la zone euro elle-même.

Enfin, tout ceci n'explique pas le moment où est apparue la crise, ni la coïncidence de cette émergence des problèmes en Europe avec la chute de Lehman Brothers et les événements qui lui sont liés aux Etats-Unis. De toute évidence, il y a une dimension mondiale.

Nul besoin d'aller bien loin pour la trouver. D'abord les dérivés toxiques des prêts hypothécaires américains avaient été massivement commercialisés en Europe, comme l'était la dette de Lehman Brothers elle-même qui avait des

filiales et des contreparties sur tout le continent européen. De plus les banques européennes étaient actives aux Etats-Unis, comme les banques américaines étaient actives en Europe. La réaction des investisseurs du monde entier à l'effondrement des marchés américains des titres adossés aux prêts hypothécaires n'est pas surprenantes : de partout ils ont fui vers la sécurité des grands États. Ils ont vendu la Grèce, l'Espagne, l'Italie et les autres pour acheter des bons du Trésor américains, des Bunds allemands et des gilts britanniques. Les taux d'intérêt des actifs faibles ont grimpé ; ceux des actifs forts ont chuté. Et nous en sommes toujours là.

Quand le cadre d'analyse du problème européen est porté au niveau mondial, tout s'éclaircit instantanément. Il y a eu un effondrement planétaire de la fourniture de crédit privé aux clients faibles et risqués de toute nature - privés et publics. Donc les problèmes financiers exposés au chapitre précédent pour les Etats-Unis ne sont pas limités à l'Amérique. Comment pourraient-ils l'être ? Ils s'étendent en fait à tous les domaines de la finance mondiale que l'on a délibérément rendus dépendants du bon vouloir des investisseurs. C'est une des caractéristiques de la zone euro : on l'a construite pour qu'elle ait cette vulnérabilité là. La zone euro a bien eu l'effet souhaité. Elle a attiré un capital nerveux vers les pays européens périphériques. Mais quand les marchés mondiaux du crédit se sont effondrés (pyramide de Ponzi, fraude, dérégulation, spéculation...), ce capital a pris la fuite et les établissements qui le fournissaient ont fait faillite. Il ne reviendra jamais, comme il n'est jamais revenu dans le secteur des sociétés privées de prêt hypothécaire aux Etats-Unis.

Ce cadre d'analyse mondial permet aussi de comprendre qu'aucun problème d'économie nationale ou de dette nationale ne pourra être résolu par un plan de réforme national. Les marchés du crédit sont liés. Il n'y a pas de récompense pour la vertu sur un marché du crédit qui recherche la sécurité en permanence. L'austérité sera toujours jugée insuffisante par des capitaux très volatils...

Résumé le plus simple : il n'y a qu'une seule crise. C'est une crise mondiale de la croissance et de la finance, avec des variations institutionnelles entre l'Amérique et l'Europe qui ont rendu le problème européen plus sérieux et plus instable. Il convient de regarder cette situation en face et de se demander que faire....